

# RAPPORT MENSUEL

---

Juin 2022



EUROPEAN  
OLYMPIC  
COMMITTEES



**EU**  
Office

### ÉVÈNEMENT DU MOIS: SIXIÈME SOIRÉE EUROPÉENNE DU SPORT

**220** participants



**35** pays européens



#### Thomas Bach - Président du CIO

"La mission du sport pour faire face à toutes ces crises et ces changements est de rendre le monde meilleur grâce au sport."



#### Mariya Gabriel - Commissaire européenne responsable du sport

"Je suis très fière que nous ayons adopté l'arrangement de coopération avec le COE. C'est une étape qui incarne la manière dont nous unissons nos forces pour faire avancer les causes qui nous tiennent à cœur."



#### Sergii Bubka - Président du CNO ukrainien

"Le mouvement sportif a réagi très fortement et a fait preuve d'une unité ferme. Merci au CIO et à la communauté olympique internationale de soutenir l'Ukraine."



#### Spyros Capralos - Président du COE

"Je vous invite tous à assister aux premiers Jeux européens organisés dans l'UE, en Pologne, dans un an exactement."



**PERFORMANCE SPORTIVE**  
par Freestyletalent



**CONCERT**  
du groupe  
Crosstown

### ÉVÈNEMENT DU MOIS: SIXIÈME SOIRÉE EUROPÉENNE DU SPORT



### ÉVÈNEMENT DU MOIS: SIXIÈME SOIRÉE EUROPÉENNE DU SPORT



- **Editorial** **4**



### POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **La Soirée européenne du sport rassemble le mouvement olympique et les institutions européennes** **7**
- **Le 11ème Forum européen des athlètes a eu lieu à Bruxelles** **8**
- **Les présidents des COE, du CIO et du CIP rencontrent les commissaires européens Gabriel et Schinas** **9**
- **Le bureau de représentation des COE à Bruxelles participe à la 51ème assemblée générale des COE à Skopje** **10**
- **Le Forum européen du sport 2022 rassemble les acteurs du sport européen et international à Lille** **11**
- **L'étude de la Commission européenne sur le modèle sportif européen examine les menaces actuelles pesant sur le sport organisé** **13**
- **La durabilité et l'accessibilité des infrastructures sportives parmi les priorités de la présidence tchèque du Conseil de l'UE** **14**
- **La restriction de l'utilisation du plomb dans les munitions soutenue par les comités de l'Agence européenne des produits chimiques – La dérogation pour le tir sportif en cours de discussion** **15**
- **Les institutions européennes prêtes à débiter les négociations sur le paquet "Ajustement à l'objectif 55"** **16**



### LE COIN DES PARTENAIRES

- **Le comité olympique danois lance son outil « Sports Political Power »** **19**
- **Évènements à venir** **20**



### EDITORIAL

Chers lecteurs,

Juste avant la pause estivale, un certain nombre d'événements importants en matière de politique sportive ont eu lieu au cours de ce mois de juin. Parmi les temps forts, on peut bien sûr citer la 6ème Soirée européenne du sport et le 11ème Forum des athlètes européens, organisés par le bureau européen des COE à Bruxelles. Nous remercions tout particulièrement tous les athlètes et autres invités qui ont fait le déplacement jusqu'à Bruxelles malgré la grève des transports aériens.

Ces deux événements ont montré un engagement clair en faveur de la préservation du modèle sportif européen. En prévision des prochains Jeux olympiques de Paris 2024 et Cortina 2026 et aux Jeux européens de Cracovie/Malopolska en juin 2023, il y avait également une attente particulière que l'Europe, en tant que lieu d'accueil des futurs grands événements sportifs, accorde une attention particulière à leur durabilité.

La Cour de justice de l'Union européenne a une fois de plus mis l'accent sur le sport et la politique avec l'audience sur le litige opposant l'European Super League (ESL) à l'UEFA/FIFA, prévue les 11 et 12 juillet. Comme nous l'avons déjà signalé ces derniers mois, les États membres invités auront l'occasion de présenter leurs positions sur des éléments essentiels du modèle sportif européen. En particulier, ils devront répondre à la question de savoir si les compétitions doivent être ouvertes, comme l'exige l'Art. 165 DU TFUE. La double fonction des fédérations sportives en tant que régulateurs de leurs sports respectifs d'une part, et en tant qu'organisateur d'autre part, sera également au centre des débats. Des arrêts antérieurs de la Cour de justice de l'UE, comme dans l'affaire MOTOE, ont déjà fourni des lignes directrices claires à cet égard. Une double fonction serait alors conforme au droit européen de la concurrence si la fédération n'abuse pas de son rôle à l'encontre d'autres organisateurs potentiels. Dans ce contexte, l'UEFA doit démontrer sur quelle base et selon quelles règles les compétitions concurrentes sont traitées. A cet égard, la dernière décision dans l'affaire ISU a montré que la Commission européenne attache une importance particulière à des procédures d'autorisation préalable transparentes et non discriminatoires, que l'UEFA devrait mettre en place en cas de doute si la réglementation actuelle n'est pas jugée suffisante.

La question des sanctions éventuelles à l'encontre des clubs et des joueurs sera discutée avec une émotion particulière. Certains éléments indiquent qu'une distinction claire doit être faite entre ces deux groupes. Il serait compréhensible que les clubs doivent décider sous quel régime de droit sportif ils veulent opérer. En particulier, si un groupe de clubs se voyait garantir une participation permanente à la lucrative ESL sans avoir à produire de résultats sportifs en contrepartie, un déséquilibre concurrentiel (financier) dans les ligues nationales serait la conséquence si ces clubs devaient conserver leur admission. L'affaire ISU déjà citée a clairement rejeté les sanctions infligées aux athlètes en raison de leur participation à des compétitions non autorisées. La Cour de justice de l'UE ne manquera pas de s'en saisir.

Dans tous les cas, l'arrêt, qui est attendu pour la fin de l'année 2022, aura une influence sur l'ensemble du système sportif européen.

Bien à vous tous,



Folker Hellmund

Directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE



## POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

### La Soirée européenne du sport rassemble le mouvement olympique et les institutions européennes

Le 21 juin, la sixième édition de la Soirée européenne du sport a eu lieu à la Représentation de la région allemande de Baden-Württemberg à Bruxelles. L'événement phare du bureau de représentation des COE auprès de l'UE a réuni plus de 250 participants, entre représentants du mouvement olympique, athlètes, acteurs de l'industrie du sport, ainsi que des décideurs européens, afin d'engager un échange constructif sur les défis auxquels le sport est actuellement confronté.

#### Discours introductif

Dans son discours d'ouverture, Thomas Bach, président du CIO, a abordé les défis posés par la récente crise sanitaire et l'agression russe contre l'Ukraine. Sergii Bubka, président du Comité national olympique d'Ukraine, a ensuite exprimé sa gratitude envers la famille sportive européenne, qui continue d'apporter un soutien incroyable aux athlètes ukrainiens.

#### Arrangement de coopération entre les Comités olympiques européens et la Commission européenne

Après les discours d'ouverture, l'événement a été l'occasion de renforcer l'étroite coopération et les valeurs communes du mouvement sportif olympique et des institutions de l'UE, avec la signature officielle d'un arrangement de coopération entre la Commission européenne et les COE, signé par le président des COE, Spyros Capralos, et Mariya Gabriel, commissaire européenne chargée de l'Innovation, de la Culture et de l'Education, responsable du Sport.

#### Discussion sur le futur des événements sportifs de grande ampleur

Compte tenu de l'importance du sujet, le rassemblement a également permis un débat sur l'avenir des grands événements sportifs, animé par l'ancienne joueuse de tennis belge Sabine Appelmans.



Le panel comprenait diverses personnalités du mouvement sportif, dont le président des COE, Spyros Capralos, qui a souligné l'importance des grands événements sportifs pour les jeunes, en particulier suite au Covid-19, et comment l'invasion russe a créé un nouveau défi. Andrew Parsons, président du Comité international paralympique, a abordé la question de l'héritage et la manière dont les Jeux paralympiques apportent une valeur ajoutée aux pays hôtes, tandis qu'Emma Terho, présidente de la commission des athlètes du CIO, a parlé de la responsabilité des athlètes dans l'union des peuples en ces temps difficiles ; et Glen Killane, directeur exécutif d'Eurovision Sport, a parlé du rôle joué par les médias publics dans le sport.

Tous les participants ont convenu que l'impact des grands événements sportifs va bien au-delà du sport et que les grands événements devraient chercher à laisser un héritage social et économique positif, tout en atténuant leur empreinte environnementale négative.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE exprime sa sincère gratitude à tous les participants et collaborateurs pour avoir fait de cet événement un grand succès.

### Le 11ème forum européen des athlètes a eu lieu à Bruxelles



Les 21 et 22 juin, le 11ème Forum européen des athlètes a eu lieu à Bruxelles. Il était organisé conjointement par les Comités olympiques européens (COE), le bureau de représentation des COE auprès de l'UE et le Comité international olympique (CIO), et financé par la solidarité olympique.

Le Forum a rassemblé une quarantaine de représentants d'athlètes des comités nationaux olympiques (CNO) européens afin de discuter des politiques européennes les concernant et de la manière dont les athlètes peuvent prendre part aux discussions pertinentes et en particulier auprès des institutions européennes.

Parmi les sujets qui ont été abordés figure la protection et la promotion du modèle sportif européen. Les athlètes sont une composante essentielle de ce modèle et le forum a cherché à les responsabiliser en tant que tels. Cette démarche s'inscrivait dans la lignée des propos du président des COE, Spyros Capralos, selon lequel "aux COE, nous croyons fermement que vous, les athlètes, êtes le cœur de toute organisation sportive. Il est donc impératif que votre voix soit entendue. Pas seulement pendant les deux prochains jours, mais tous les jours. Notre mission aux COE, en tant que gardiens du Mouvement olympique en Europe, est de protéger les intérêts du plus grand nombre. La promotion du modèle sportif européen est au cœur de cette mission. Un modèle basé sur la solidarité".

Le séminaire a également abordé la stratégie du CIO en faveur de l'autonomisation des athlètes, ainsi que l'Agenda olympique 2020+5, et plus particulièrement la recommandation 3, qui concerne le renforcement des droits et responsabilités des athlètes dans le cadre de la solidarité olympique. L'objectif était d'éclairer et de responsabiliser les athlètes quant à leurs droits et aux ressources dont ils disposent, par exemple un soutien financier, disponible même au-delà de leur carrière sportive.

Le deuxième jour, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a présenté une variété de politiques ayant un impact sur les athlètes, tels que le modèle sportif européen, la santé mentale, l'égalité des genres, le changement climatique, le sport sûr et les financements européens. Tous ces sujets ont été abordés lors de sessions en petits groupes, modérées par le bureau de représentation des COE auprès de l'UE.

Les présidents respectifs de la commission des athlètes des COE et du CIO, Gerd Kanter et Emma Terho, se sont également exprimés au cours du forum. Gerd Kanter a fait référence aux recommandations des athlètes pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe en mars dernier et a souligné la nécessité d'un suivi adéquat de ce processus.

Emma Terho a félicité les COE et le CIO pour l'organisation du Forum, qui a facilité l'échange de connaissances, la responsabilisation des athlètes et leur représentation. Elle a également souligné l'importance de l'implication des athlètes dans les processus décisionnels du sport, qui a été facilitée par le Forum.

#### PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse suite au Forum européen des athlètes \(COE\)](#)

### Les présidents des COE, du CIO et du CIP rencontrent les commissaires européens Gabriel et Schinas



Les haut-représentants du mouvement olympiques ont profité de leur venue à Bruxelles pour la Soirée européenne du sport le 21 juin pour rencontrer deux commissaires européens. Le vice-président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, et Mariya Gabriel, commissaire responsable du Sport, se sont entretenus avec les présidents du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, des Comités olympiques européens (COE), Spyros Capralos, et du Comité international paralympique (CIP), Andrew Parsons.

Les deux réunions ont été l'occasion de réitérer les principes communs tant dans le modèle sportif européen que dans les valeurs olympiques fondamentales. En outre, les dirigeants ont échangé à propos du lancement de différentes initiatives liées au sport qui attirent les jeunes, ainsi que de la facilité d'accès au sport paralympique dans les États membres de l'UE.

Le président du Comité national olympique ukrainien et membre du CIO, Sergii Bubka, était également présent lors de ces réunions. À l'instar de tous les dirigeants du mouvement olympique et des décideurs de haut niveau de l'UE, il continue de porter un message sur la nécessité de la paix et de la solidarité, en accord avec les valeurs européennes et olympiques.



#### PLUS D'INFORMATIONS

[Commissaire Margaritis Schinas sur Twitter](#)

[Commissaire Mariya Gabriel sur Twitter](#)

[Andrew Parsons sur Twitter](#)

### Le bureau de représentation des COE à Bruxelles participe à la 51ème assemblée générale des COE à Skopje



Les 10 et 11 juin 2022, une délégation du bureau européen des COE a participé à la 51ème assemblée générale des Comités Olympiques Européens qui s'est tenue à Skopje, en Macédoine du Nord. L'assemblée générale de 2022 a marqué le premier anniversaire de l'élection de Spyros Capralos à la présidence des Comités olympiques européens (COE) à Athènes, en Grèce.

L'assemblée générale a été ouverte par les mots de bienvenue du Comité national olympique (CNO) de Macédoine du Nord, du président Daniel Dimeski, du président des COE Spyros Capralos et du premier vice-premier ministre de Macédoine du Nord Artan Grubi.

Ensuite, Thomas Bach, président du Comité international olympique (CIO), s'est adressé à tous les CNO européens (CNOE) dans un discours soulignant les mesures et sanctions prises par le CIO pour atténuer l'impact de l'invasion russe en Ukraine sur la communauté sportive olympique dans le monde.

Plus remarquablement, le directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE, Folker Hellmund, a fourni un rapport sur les activités, les services et les succès du bureau européen des COE dans la représentation des intérêts des COE et d'autres grandes organisations sportives européennes/internationales.

En conséquence, il a été souligné la pertinence de continuer à favoriser et à promouvoir le modèle sportif européen comme une base essentielle pour garantir un terrain de jeu équitable et bénéfique pour le sport en Europe.

Tout au long de l'événement, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a également proposé des entretiens bilatéraux sur les programmes de financement de avec les CNO intéressés. A cet égard, les conversations bilatérales visaient à mieux comprendre les capacités, les priorités et les besoins actuels de chaque CNO, et aussi d'identifier les opportunités possibles à travers les programmes de financement de l'UE les plus pertinents et les synergies entre les CNO à l'avenir.

En outre, l'assemblée générale des COE a été l'occasion pour le bureau de représentation des COE auprès de l'UE d'informer les CNO à propos du projet GAMES. Le projet vise à aider les CNO à accéder à l'égalité des genres aux positions dirigeantes dans le sport. GAMES est un projet de 24 mois financé par le programme Erasmus+, qui vise à améliorer l'égalité des genres aux postes clés de direction et de décision des CNO en promouvant des changements structurels dans leur gouvernance, en améliorant la compréhension des barrières culturelles existantes et en encourageant les CNO à travailler avec leurs fédérations membres pour créer un changement durable.

La 51ème assemblée générale des COE a été conclue par le président des COE, M. Capralos, qui a réaffirmé le rôle clé des CNO européens dans la promotion de l'unité et de la cohésion. La prochaine assemblée générale des COE devrait être accueillie par le CNO de Turquie à Istanbul en octobre 2023.



### Le Forum européen du sport 2022 rassemble les acteurs du sport européen et international à Lille

L'événement phare de la Commission européenne, le Forum européen du sport, a eu lieu à Lille les 16 et 17 juin.

Cet événement annuel permet aux organisations sportives, aux représentants des institutions européennes et aux États membres d'échanger leurs points de vue sur les politiques sportives actuelles et futures.

Cette année encore, un bon nombre d'intervenants ont représenté le Mouvement olympique européen tout au long de la session d'ouverture et des différents panels, s'assurant ainsi que les idées du mouvement sportif organisé soient diffusées.

#### Mot de bienvenue : Ukraine, modèle sportif européen et Erasmus+

Le discours de bienvenue a été prononcé par Mariya Gabriel, commissaire à l'Innovation, à la Recherche, à la Culture, à l'Éducation et à la Jeunesse, où elle a souligné la nécessité pour l'UE de soutenir de façon plus soutenue et efficace le sport ukrainien, car les valeurs du sport sont les valeurs universelles promues et défendues par l'Europe elle-même.

Mme Gabriel a ensuite fait référence à l'importance du modèle sportif européen et a donné des exemples concrets de la manière dont l'UE soutient ce modèle, faisant référence à l'initiative HealthyLifestyle4All et à la future action Erasmus+ sur la mobilité dans le sport, avec un budget de 8 millions d'euros qui débutera en 2023 et qui permettra à 2 500 membres d'organisations sportives de faire l'expérience d'une formation aux quatre coins de l'Europe.

#### «Solidarité avec l'Ukraine – contribution du sport»

La session a débuté par l'intervention du ministre ukrainien de la Jeunesse et des Sports,

Vadym Huttsait, qui a présenté les actions clés développées par les organisations sportives pour soutenir l'Ukraine et les athlètes ukrainiens, détaillant les défis actuels et les principales priorités pour l'avenir, demandant un soutien continu pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Sergii Bubka, président du Comité national olympique d'Ukraine, a fait le point sur la situation de la réponse des organisations internationales en soutien à l'Ukraine, et a souligné la réponse rapide du CIO lorsqu'il a condamné les attaques et la création d'un fonds de solidarité pour soutenir la famille olympique d'Ukraine. Il a également salué le grand soutien des Comités nationaux olympiques d'Europe, qui ont aidé l'Ukraine et les différents événements sportifs accueillis depuis l'invasion.

#### Panel de haut-niveau: «Le sport européen : équitable, inclusive et en ligne avec les défis à venir»

La session a abordé les priorités actuelles dans le domaine du sport: inclusion, égalité et solidarité en tant que principes et valeurs clés d'un modèle sportif européen, avec les interventions de Spyros Capralos, président des Comités olympiques européens, Francesco Ricci Bitti, président de l'Association des fédérations internationales olympiques des sport d'été (ASOIF), Bjørn Berge, secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, Mary Charalambous, directrice générale de l'Organisation chypriote du sport.

M. Capralos a rappelé que, malgré les défis liés au Covid-19, le mouvement olympique a pu organiser avec succès deux olympiades. Il a ensuite souligné l'esprit de solidarité de la famille sportive envers l'Ukraine, avec une référence particulière Festival olympique de la jeunesse européenne cet hiver et au rôle de la jeunesse. Il a également souligné que le changement climatique était une priorité absolue de l'agenda olympique et qu'il était important que le mouvement olympique prenne des mesures spécifiques pour réduire son empreinte carbone.

### Panel de haut-niveau: «Sport durable : le pacte vert européen et le nouveau Bauhaus européen»

Parmi les intervenants figuraient le député européen Tomasz Frankowski, la présidente du Comité paralympique et sportif français, Marie-Amélie Le Fur, ainsi que le président de la Fédération internationale du sport universitaire (FISU), Leonz Eder. Ils ont souligné l'importance du sport durable dans la mise en œuvre du Green Deal européen et du New European Bauhaus, en plaidant pour une approche plus conceptuelle dans l'élaboration des politiques sportives afin d'instiller un changement global qui favorise la durabilité et est conforme à l'approche du Bauhaus.

### Principes clés et valeurs d'un modèle sportif européen – Questions et réponses

Lors d'une session parallèle concernant l'étude de la Commission européenne sur le modèle sportif européen (voir article dédié), James Sennett (Ecorys) a présenté les principales conclusions de l'étude.

### «Responsabiliser les athlètes» et «Favoriser l'égalité, la diversité et l'inclusion dans le sport»

Dans le panel «Responsabiliser les athlètes» les intervenants ont parlé des défis de l'après-carrière des athlètes et des opportunités qui s'offrent à eux. Le panel «Favoriser l'égalité, la diversité et l'inclusion dans le sport» s'est concentré sur l'égalité des genres dans le sport, y compris la participation des personnes LGBTQI+ et des athlètes transgenres dans le sport organisé.

Le rôle du sport dans la défense et la promotion des valeurs fondamentales européennes a été souligné lors d'une table ronde réunissant des représentants du ministère des Sports de Slovaquie, de Football Supporters Europe et de Sports Rights Owners Coalition. Le rôle du sport à différents niveaux dans la transmission des valeurs fondamentales a été largement reconnu.

L'événement a été suivi d'un panel de représentants de la Commission européenne sur les initiatives en matière de sport et d'Erasmus+, avec Floor van Houdt, cheffe de l'unité Sport, DG EAC, Commission européenne et Luciano Di Fonzo, directeur adjoint d'Erasmus Mundus, Sport, Agence exécutive pour l'éducation et la culture européennes, évoquant le rôle vital du programme Erasmus+ dans le soutien aux acteurs du sport.

Un aperçu de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne a été donné en clôture du Forum par Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques de France, la République tchèque, décrivant leur programme pour les 6 prochains mois.



### PLUS D'INFORMATIONS

[Programme du Forum](#)

[Enregistrement du Forum](#)

### L'étude de la Commission européenne sur le modèle sportif européen examine les menaces actuelles pesant sur le sport organisé

Une [étude sur le modèle sportif européen](#), réalisée par les consultants Ecorys et Kea à la demande de la Commission européenne, a été publiée fin mai. L'étude fait suite à plusieurs mois d'intenses débats au niveau européen sur l'impact des compétitions sportives fermées au niveau des organisations sportives et met en évidence les caractéristiques essentielles du modèle.

- Une structure pyramidale pour l'organisation du sport et des compétitions sportives: du sport de masse au niveau national et international, et un rôle central pour les fédérations
- Un système de compétitions ouvert et basé sur le principe de promotion/relégation
- La solidarité financière, qui facilite les transferts financiers entre les différents niveaux et opérateurs, en particulier du haut au bas de la pyramide
- L'autonomie et l'indépendance des organisations sportives, tenues aux principes de la bonne gouvernance
- Des structures basées sur le bénévolat

L'objectif principal de l'étude est de fournir un contexte plus éclairé, basé sur des preuves, sur la manière dont ce modèle est appliqué en pratique, en cartographiant son évolution en termes de réglementations et de pratiques de gouvernance du sport dans différents sports au fil du temps, et sous quelles formes il s'adapte et apporte une valeur continue en réponse aux tendances économiques et sociétales les plus récentes.

Ce document servira donc d'étude de référence pour les discussions politiques futures, concernant les actions politiques au niveau européen, réitérant la compréhension commune de ce que le modèle vise à représenter, tout en offrant une transparence aux parties prenantes et aux autorités dans le domaine du sport.

Les principaux résultats ont mis en évidence un large consensus sur la pertinence continue des principes susmentionnés, mais aussi les différences dans la manière dont le modèle est appliqué dans différents sports (par exemple, l'adéquation du modèle pyramidal standardisé pour traiter les questions complexes de gouvernance). Un autre thème sous-jacent qui est ressorti de la recherche concerne le rôle du secteur public, qui apparaît comme un thème important lorsqu'il s'agit de faire face aux pressions de la commercialisation, d'assurer la durabilité des sports de masse et d'agir en tant que promoteur de la bonne gouvernance.

En ce qui concerne les tendances, les auteurs soulignent les développements positifs qui renforcent le modèle, mais reconnaissent également les menaces émergentes qui peuvent le miner (par exemple, la commercialisation lorsqu'elle est liée à des motifs de profit individuel et la concentration accrue des revenus au sommet de la pyramide). Certaines lacunes ont également été identifiées, comme l'absence de promotion spécifique des valeurs européennes (par exemple, la démocratie, les droits du travail, les droits de l'homme).

Après avoir participé activement aux travaux de cette étude, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE accueille favorablement le document, notamment en ce qui concerne les mérites du modèle actuel en matière de solidarité et de soutien du sport de masse, la promotion de l'inclusion, l'adoption de principes de bonne gouvernance et d'éthique au sein des fédérations sportives, les divergences soulignées quant à l'implication des représentants des athlètes dans la structure organisationnelle des sports européens et l'importance du bénévolat.

### La durabilité et l'accessibilité des infrastructures sportives parmi les priorités de la présidence tchèque du Conseil de l'UE

Lors de son discours de clôture du Forum européen du sport qui s'est tenu au début du mois à Lille (voir l'article dédié), la nouvelle ministre française des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, Amélie Oudéa-Castéra, a officiellement passé le témoin de la présidence dans le domaine de la politique européenne du sport à Filip Neusser, directeur de l'Agence nationale tchèque du sport. En effet, au sein du trio - France, République tchèque et Suède - chaque pays assure le suivi et s'appuie sur les résultats de son prédécesseur pour avancer son agenda. La durabilité dans et par le sport est l'une des priorités des trois pays pour leur présidence.

La présidence française a abordé cette priorité d'un point de vue holistique en se concentrant à la fois sur le développement durable dans et par le sport et sur les aspects environnementaux et climatiques de la pratique du sport et de l'organisation du sport et des événements sportifs.

La [présidence tchèque](#), qui a officiellement débuté le 1er juillet 2022, s'attèlera en particulier aux infrastructures sportives et explorera leur durabilité et leur accessibilité. C'est la première fois que ce sujet se retrouve sur la table des discussions et des négociations du Conseil de l'UE. Les questions, notamment, du retard considérable en matière de reconstruction, de l'augmentation des prix de l'énergie, du changement climatique ou des défis en matière d'accessibilité pèsent pourtant sur la plupart, sinon la totalité, des États membres de l'UE. Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE salue donc l'initiative de la République tchèque de se consacrer à ce sujet très important.

La présidence tchèque a décidé de suivre l'exemple de ses prédécesseurs slovènes, qui ont tenu les rênes de la présidence il y a un an, et de concrétiser la plupart de ses événements et activités liés au sport au mois de septembre.

- 21 septembre - Réunion des directeurs généraux du sport
- 22 septembre - Conférence de la présidence sur les infrastructures sportives durables et accessibles
- 23 septembre - Lancement de la Semaine européenne du sport

Le travail politique de la présidence sera principalement axé sur l'élaboration des conclusions du Conseil sur les infrastructures sportives durables et accessibles, que les ministres du sport des États membres de l'UE devraient adopter à la fin du mois de novembre 2022. Outre les infrastructures sportives, la présidence ouvrira également le sujet des valeurs véhiculées par le sport et du rôle que les sportifs de haut niveau peuvent jouer dans la promotion de ces valeurs dans la société.

Au-delà du sport, la République tchèque devra relever un certain nombre de défis majeurs au cours de sa présidence, allant des implications sécuritaires de la guerre en Ukraine à la sécurité énergétique et à l'augmentation des prix de l'énergie, en passant par les négociations du Paquet «Ajustement à l'objectif 55» (pour plus d'informations, voir l'article dédié). Dans ce contexte, et du point de vue du mouvement sportif, il était d'autant plus significatif que le premier événement public de la présidence à Bruxelles soit consacré au sport - les [5 km de l'amitié en binôme](#) - qui a symbolisé le pouvoir du sport pour rassembler les gens, et a marqué le passage de relais de la présidence de la France à la République tchèque. Le Comité olympique tchèque a contribué à l'organisation de l'événement.

### La restriction de l'utilisation du plomb dans les munitions soutenue par les comités de l'Agence européenne des produits chimiques – La dérogation pour le tir sportif en cours de discussion



Source: Paris 2024

Le comité d'analyse socio-économique (SEAC) et le comité d'évaluation des risques (RAC) de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ont tous deux annoncé leur soutien à la [proposition initiale](#) de restriction de l'utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse, les sports de plein air et la pêche.

Le SEAC déclare que l'utilisation du plomb dans ces activités pose un risque "qui n'est pas suffisamment contrôlé" et que sa restriction réduirait les risques pour les hommes, la faune et l'environnement. Après avoir évalué les risques du plomb pour la faune et la santé humaine, le SEAC conclut que le plomb présente des risques pour les populations vulnérables, notamment des perturbations du développement neurologique des enfants.

Selon le SEAC, la proposition de restriction est appropriée pour traiter les risques et assurer une protection suffisante pour les hommes, la faune et l'environnement.

Une éventuelle dérogation est en cours de discussion concernant le plomb utilisé pour le tir sportif en plein air.

La dérogation permettrait de poursuivre le tir sportif avec des balles en plomb de tous calibres si des bacs à sable ou des chambres de piégeage

sont installés sur tous les sites de tir, et si les propriétaires des sites de tir notifient aux États membres leur emplacement et s'assurent qu'aucune activité agricole n'y a lieu. Le RAC considère que "l'application de la restriction serait simplifiée si cette dérogation n'était pas mise en œuvre", ce qui est conforme à l'option préférée de l'ECHA. Si les décideurs choisissent d'accorder la dérogation, le SEAC et le RAC suggèrent qu'elle soit limitée aux tailles de munitions suivant les règles de la Fédération internationale de tir sportif (ISSF), c'est-à-dire entre 1,9 et 2,6 mm. Avec cette mesure, le SEAC et le RAC souhaitent conserver autant que possible les avantages d'une interdiction de mise sur le marché de la grenaille de plomb.

Suite à la consultation organisée par le SEAC jusqu'au 29 juin, le comité adoptera son avis final en décembre 2022, après quoi les avis des deux comités seront envoyés à la Commission européenne début 2023. Les États membres de l'UE, la Commission européenne et le Parlement européen entameront alors le processus de discussion sur la restriction.

La restriction du plomb dans les munitions pour la chasse, les sports de plein air et la pêche a été initialement proposée par l'Agence européenne des produits chimiques en février 2021, à la suite d'estimations de l'impact du saturnisme et de l'exposition au plomb sur la santé humaine, la faune et l'environnement. Il est à noter que les utilisations militaires, policières ou de sécurité des munitions au plomb sont exclues de cette proposition de restriction.

#### PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse du comité d'évaluation des risques \(RAC\) de l'ECHA](#)

[Communiqué de presse du comité d'analyse socio-économique \(SEAC\) de l'ECHA](#)

[Questions et Réponses - ECHA](#)

### Les institutions européennes prêtes à débiter les négociations sur le paquet "Ajustement à l'objectif 55"

Le Conseil de l'UE et le Parlement européen ont tous deux adopté leur position de négociation respective sur plusieurs propositions législatives du paquet "Fit for 55", près d'un an après la présentation par la Commission européenne de cet ensemble de textes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE.

#### Marché carbone, foresterie et émissions de CO2 des véhicules

Le 28 juin, les ministres européens de l'environnement se sont réunis à Luxembourg pour adopter une position commune sur certains des dossiers du paquet Fit for 55 relatifs au marché du carbone (le système d'échange de quotas d'émission de l'UE - EU-ETS), aux émissions de CO2 des voitures et des camionnettes, à l'utilisation des sols et à la foresterie (règlement sur l'utilisation des terres et la foresterie - LULUCF), et au financement de la transition (le Fonds social pour le climat - FSC).

Cet accord du Conseil fait suite aux [votes](#) du Parlement européen sur la position de l'institution sur les mêmes textes le 22 juin, après que les députés européens aient d'abord échoué à trouver un accord le 8 juin, en raison de niveaux d'ambition différents pour les mesures concernées. Les députés avaient toutefois réussi à se mettre d'accord sur la proposition de la Commission européenne d'interdire les nouvelles voitures et les véhicules utilitaires légers à carburant fossile d'ici 2035.

Avec le Fonds social pour le climat, les institutions européennes visent à aider les ménages et les micro-entreprises vulnérables ainsi que les usagers des transports à supporter les coûts de la transition énergétique et de la création du système d'échange de quota d'émission pour les secteurs du bâtiment et du transport routier. Le soutien sera apporté par des mesures d'aides au revenu (réduction des

taxes et redevances sur l'énergie) pour faire face à la hausse du prix des carburants et par des investissements (incitations financières, prêts à taux zéro) dans la rénovation des bâtiments, la décarbonation du chauffage et de la climatisation, les énergies renouvelables, le covoiturage ou le transport actif. Après des divisions sur le montant du FSC, les États membres se sont mis d'accord sur un montant de 59 milliards d'euros pour la période 2027-2032, auquel tous les États membres auraient accès.

Avec la [nouveau règlement sur les émissions de CO2 des voitures et des camionnettes](#), les institutions européennes prévoient d'interdire les ventes de voitures à moteur à combustion à partir de 2035, afin d'accélérer le passage de l'Europe aux véhicules électriques. Le [règlement sur les infrastructures pour carburants alternatifs \(AFIR\)](#) sera révisé en conséquence afin de fournir des infrastructures de recharge suffisantes aux conducteurs du continent.

Les ministres de l'Environnement sont également parvenus à un accord sur une proposition législative visant à réduire la consommation de produits provenant de chaînes d'approvisionnement liées à la déforestation.



### Energies renouvelables et efficacité énergétique

La veille, les ministres de l'énergie ont arrêté leur position sur les propositions législatives qui traitent des aspects énergétiques du paquet "Fit for 55", à savoir la [directive révisée sur les énergies renouvelables \(RED\)](#) et la [directive sur l'efficacité énergétique \(EED\)](#). Avec cet accord, le Conseil s'est mis d'accord sur :

- Un objectif de 40 % d'énergie provenant de sources renouvelables dans le bouquet énergétique global de l'UE d'ici 2030 (par rapport à l'objectif actuel de 32 %), y compris des objectifs sectoriels (c'est-à-dire le transport, le chauffage et le refroidissement, l'industrie, les bâtiments).
- Une réduction de 36 % de la consommation finale d'énergie de l'UE d'ici 2030, avec une augmentation progressive de l'objectif d'économies d'énergie pour la consommation finale d'énergie et des obligations spécifiques plus élevées pour le secteur public.

Pour y parvenir, les États membres de l'UE seront invités à revoir leurs plans nationaux en matière d'énergie et de climat en 2023 et 2024 afin d'atteindre le nouvel objectif européen. Il convient également de noter qu'une part proportionnelle des économies d'énergie sera concentrée sur les consommateurs vulnérables.

#### Prochaines étapes

Le Conseil et le Parlement européen devraient donc entamer des négociations à l'automne pour peaufiner ces propositions législatives avant qu'elles ne puissent être appliquées dans toute l'UE. On peut s'attendre à ce que le Parlement européen demande aux États membres une approche plus ambitieuse.

Les discussions seront affectées par la perturbation du marché mondial de l'énergie causée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, dont la Commission européenne espère atténuer les effets avec le plan REPowerEU.

Ce plan vise à rendre l'Europe indépendante des combustibles fossiles russes le plus rapidement possible, en tenant compte des besoins en matière d'économies d'énergie et de production d'énergie propre. Les mesures prévues comprennent le déploiement rapide de projets d'énergie solaire et éolienne, l'augmentation de la production de biométhane et d'hydrogène, des objectifs d'efficacité énergétique plus élevés pour le secteur des transports. Des possibilités de financement européen seront débloquées pour accompagner le déploiement du plan.

#### Impact pour les organisations sportives

Si ces mesures semblent éloignées du secteur du sport, les nouveaux objectifs auront un impact majeur sur tous les secteurs, y compris le sport. Les organisations sportives et tous les acteurs du secteur du sport devront contribuer à la transition par le biais d'infrastructures sportives plus efficaces sur le plan énergétique, de l'installation de systèmes d'énergies renouvelables et de flottes de voitures et de camionnettes entièrement électriques. D'un autre côté, les petites organisations sportives pourraient également bénéficier du Fonds social pour le climat et d'autres possibilités de financement pour leurs projets. Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE suivra de près le développement de ces dossiers et son impact sur le secteur sportif.

#### PLUS D'INFORMATIONS

[Information sur le paquet Fit for 55 \(Conseil de l'UE\)](#)

[Infographies sur le paquet Fit for 55 \(Conseil de l'UE\)](#)

[Communiqué de presse du Conseil Energie](#)

[Communiqué de presse du Conseil Environnement](#)

[Communiqué de presse du Parlement européen](#)  
[Information sur le plan REPowerEU \(Commission européenne\)](#)



### LE COIN DES PARTENAIRES

#### Le comité olympique danois lance son outil « Sports Political Power »

La Confédération des sports et le Comité olympique du Danemark (DIF) ont mis au point un outil de mesure du pouvoir politique en matière de sport afin de fournir un aperçu des performances du Danemark par rapport aux autres pays et d'identifier les nations avec lesquelles le DIF devrait coopérer.

Le Danemark a enregistré les membres du comité exécutif de plus de 100 fédérations sportives internationales et européennes.

Tous peuvent utiliser la version numérique disponible sur le [site web du DIF](#) pour vérifier leur classement et leur évolution à partir de 2013.

L'ensemble des données, divisé en deux parties – une fenêtre européenne et une fenêtre mondiale/internationale. Vous pouvez consulter le classement de 2021 et les évolutions de 2013-2021, 2015-2021, 2017-2021 et 2019-2021. Il est également possible de trier le classement de toutes les nations par sport, continent et points internationaux/européens. Enfin, on peut voir le classement sur une carte et trouver les scores liés au nombre d'habitants et au PIB.

Vous pouvez consulter le rapport avec les conclusions [ici](#).



### ÉVÈNEMENTS À VENIR

**19 juillet 2022**

Publication des projets pilotes et des actions préparatoires

**24 - 30 juillet 2022**

Festival olympique de la jeunesse européenne - Slovaquie

**23 - 29 septembre 2022**

Semaine européenne du sport



EOC EU Office  
71, Avenue de Cortenbergh  
1000 Bruxelles, Belgique



+32 2 738 03 20



[info@euoffice.eurolympic.org](mailto:info@euoffice.eurolympic.org)



[www.euoffice.eurolympic.org](http://www.euoffice.eurolympic.org)



EUROPEAN  
OLYMPIC  
COMMITTEES



**EU**  
Office